

Majors, indépendants et alternatifs : mutations des relations entre acteurs de la filière du livre en France

Bertrand Legendre

Université Paris 13, Labsic, MSH ParisNord, France

Introduction

Cette contribution a pour objet d'étudier dans quelle mesure les mutations survenues dans la période récente conduisent à remettre en cause la représentation et les modes d'échanges et de renouvellement au sein de la filière du livre en France.

Les mutations de ces vingt dernières années incitent à réinterroger la pertinence de certains concepts ou représentations encore en vigueur parmi lesquels la notion de « chaîne du livre », le schéma classique de « l'oligopole et de la fourmilière » et une certaine partition des rôles qui attribue aux nouveaux éditeurs une capacité de résistance et de renouvellement de l'ensemble de la filière.

C'est en effet autour de ces éléments que la plupart des analyses de l'industrie du livre sont menées. Emprunté à Hennion et Vignolle qui l'ont proposé pour analyser l'industrie du disque [Hen, 1978], le modèle de l'oligopole et de la fourmilière continue de structurer les travaux de Bouvaist et Boin sur l'édition dans les années 1980 et 1990 [Bou 1989 et 1993]. Les « stratégies de différenciation » retenues par la plupart des nouveaux éditeurs face aux « stratégies de taille » des grands groupes, sont mises en évidence par ces auteurs qui décrivent la structure duale d'une activité associant : « *“une poussière” de micro producteurs fortement spécialisés qui s'adressent à des marchés étroits, aux structures géantes qui visent d'immenses marchés internationaux avec des produits standardisés de grande série* » [BOU 1989, p. 30 – 31]. Et l'équilibre - relatif et précaire - de l'ensemble tiendrait aux effets de solidarité de la « chaîne du livre » et aux porosités qu'elle tolère entre structures et productions de différentes natures.

Cette notion de « chaîne du livre » constitue une particularité de cette filière des industries culturelles, liée à son histoire, les autres industries culturelles n'ayant pas forgé d'expressions équivalentes pour se décrire. Le recours à cette expression n'est pas sans poser un ensemble de problèmes et il convient de se demander dans quelle mesure reste pertinente la référence à ce modèle historique.

La « chaîne du livre » renvoie à un processus intégré antérieur à la révolution industrielle. Plus exactement, c'est la représentation de ce processus préindustriel qui est mobilisée dans cette notion : l'image du libraire – imprimeur, seul maître de ses choix, assurant de part en part l'intégralité de la suite conception – fabrication – vente. Cette référence couvre non seulement l'édition préindustrielle, mais tout autant celle qui s'est développée au long du

XIX^e siècle et sur une large part du XX^e siècle également. L'image du petit éditeur, producteur indépendant, engendre un discours nostalgique d'une époque à laquelle les livres auraient essentiellement été des objets d'art et de culture réalisés sans contraintes ni ambitions financières. Une part des noms que se sont donné de petits éditeurs contemporains fait plus ou moins explicitement écho à cette référence pré-industrielle, comme Le Dilettante, Le Promeneur, Les Oiseaux de passage, Le Passant, Le Passeur... La force de cette référence est telle qu'elle passe sous silence, dans la représentation commune, la plupart des éléments les plus visibles du fonctionnement industriel de la filière, aussi bien ceux situés dans la phase de production (industrialisation de l'imprimerie et de la production papetière) que ceux situés en aval (informatisation, financiarisation, logistique et concentration de la distribution).

Plus encore, la fonction d'éditeur elle-même reste partiellement confondue avec celle de l'imprimeur ou du fabricant, et le besoin d'attribuer à l'éditeur des tâches matérielles de fabrication traduit encore la résistance d'une construction historique. Cette image qui porte avec elle l'idée qu'une même et unique personne assure tout le processus de conception - production domine la représentation qui est donnée de ces éditeurs.

La résurgence de formes éditoriales empruntant, dans les choix techniques, à certaines des réalisations traditionnelles du livre (papier vergé, cahiers cousus, typographies et mise en pages soignées) dont l'exemple a été donné par Actes Sud à sa création et repris par différents éditeurs (L'Arpenteur, L'Esprit des Péninsules, La Fosse aux ours, Sabine Wespieser Editeur, Denoël...) contribue aussi à maintenir cette référence au libraire - imprimeur pré - industriel, et ceci d'autant plus quand les éditeurs qui s'engagent dans cette voie le font en assurant eux-mêmes, au moins dans un premier temps, leur propre diffusion - distribution. L'édition dispose ici, à l'appui de cette référence à sa propre histoire, d'une matérialité de ses réalisations sans équivalent dans les autres industries de la culture.

Enfin, cette référence à la « chaîne du livre » doit encore au fait que les transmissions familiales ont régi, jusqu'à il y a peu, une part importante des activités de la filière et l'emploi encore très fréquent du mot « maison » pour désigner les entreprises d'édition, y compris les plus grandes, fait aussi partie de ce système de référence aux formes d'organisation de la petite production indépendante et, partant, d'une profonde dénégation des réalités.

Au-delà des expressions de cet état de fait, cette résistance tient, plus fondamentalement, à la difficulté de concilier la production de contenus culturels et leur mise en marché. Philippe Moati soulignait en 1992 le rôle spécifique du mode de régulation par la passion dans la production romanesque et le risque de basculement vers la « rationalité marchande » [MOA 1992, p 103 – 139]. Cette passion agit auprès d'une part des acteurs de la filière comme facteur de compensation des contraintes de l'économie de marché. Philippe Moati en examinait le rôle dans le fonctionnement éditorial *stricto sensu*, mais il nous semble que ce rôle s'étend à l'ensemble de la filière comme facteur fédérateur d'une « chaîne du livre » associant à la marge d'une part les éditeurs et tous les intervenants spécialisés, d'autre part, les libraires, bibliothécaires et lecteurs dans l'affichage d'une résistance à la rationalité

marchande, traversée, dans le prolongement du discours de la passion, par l'entretien d'une posture récurrente d'artisan, voire d'artiste.¹

Cependant, depuis les années 1970, le mouvement d'externalisation des tâches éditoriales qui s'est développé dans la filière concerne une large part des métiers de conception – réalisation du livre. Ce mouvement a, dans un premier temps, touché les tâches graphiques. Le travail confié aux concepteurs internes des grandes maisons a été transféré à des intervenants extérieurs ponctuels, et le discours d'accompagnement de ce mouvement a été structuré principalement autour de deux arguments, l'un portant sur le renouvellement de la créativité attendu de la mise en concurrence, l'autre sur la réduction de la masse salariale. Des maisons dont le rythme de production est soumis à de fortes irrégularités ont eu également recours à l'argument de la saisonnalité pour expliquer la nécessité de l'externalisation (scolaire, parascolaire notamment). Cette première phase a rapidement concerné les photographes, iconographes, cartographes et documentalistes qui ont à leur tour été remplacés par des *free-lance* avec la même argumentation associant économie et créativité. Dans une seconde phase, correspondant à l'insertion de l'informatique éditoriale, l'externalisation s'est étendue aux fonctions éditoriales elles-mêmes et gagne aujourd'hui les services de fabrication.²

Une rupture symbolique s'est donc produite dans l'organisation du travail. Elle tend à dévaloriser le travail de création éditoriale et artistique en termes de légitimité et de reconnaissance, le personnel extérieur étant constamment soumis à la concurrence sur les délais, la qualité et l'étendue de ses interventions, le risque de dépossession des dossiers et de substitution d'un intervenant à un autre. Cette situation se traduit par des conditions de rémunération inférieures à celles correspondant aux mêmes tâches réalisées en interne, sans que ces intervenants ne puissent prendre une part du capital symbolique en raison du fait qu'ils ne sont attachés à aucune des maisons pour lesquelles ils travaillent. Le pouvoir symbolique tend donc à se concentrer, au sein des entreprises, dans les mains de quelques acteurs dont le rôle est, de moins en moins, d'assurer l'édition des projets, mais de prendre les décisions – à forte charge symbolique - de choix des auteurs et des projets, de budget, de planning et de communication. Cependant, alors que la production standardisée est la plus concernée par cette tendance en raison du fait qu'elle relève davantage de procédures d'exécution, que de fonctions de conception, les livres à forte valeur ajoutée éditoriale tendent à y échapper, précisément parce qu'ils sont porteurs d'un capital symbolique dont les acteurs internes aux structures d'édition cherchent à se saisir ou tiennent à conserver.

Ces mutations contribuent à mettre en place un système à deux vitesses que l'on retrouve dans l'évolution des conditions de commercialisation. Tout se passe en effet comme si les pratiques commerciales distinguaient de plus en plus nettement par leurs fonctions deux types de points de vente. Tandis que les uns, en nombre très limité (200 à 400 grands libraires), constituent un noyau traditionnel chargé de proposer l'offre de fonds et de nouveautés la plus large, les

¹ Ces mêmes éditeurs considèrent aussi bénéficier de conditions particulièrement favorables de la part de leurs imprimeurs qui estiment conforter leur identité professionnelle en maintenant une production de type traditionnel.

² Dargaud délègue ainsi sa fabrication à une société intermédiaire entre les fournisseurs et l'éditeur, et ne conserve plus qu'un seul responsable de fabrication en interne qui assure la liaison entre l'édition et la société prestataire.

autres (points de vente de 2° et 3° niveau et grande distribution) assurent la vente d'un nombre limité de nouveautés à succès et de rééditions en poche.

Héritage d'une construction historique, la « chaîne du livre » tient beaucoup à la nostalgie d'une époque d'autant plus idéalisée que sa réalité est repoussée dans les franges d'une filière qui, dans certains compartiments de sa production³, laisse cohabiter un petit nombre de structures très largement dominantes et une abondance de micro structures, minoritaires en volume d'activité, mais qui contribuent à entretenir dans la représentation collective l'image d'une production culturelle partiellement libre des contraintes marchandes et portée par une continuité d'acteurs solidaires.

La poursuite du processus d'industrialisation et de financiarisation depuis la fin des années 1980, en amont comme en aval, fragilise aussi la représentation de la filière en termes d'oligopole à frange.

D'une part, si la situation de la fin des années 1980 était bien caractérisée par la nette domination d'Hachette et du Groupe de la Cité, celle du début des années 2000 est sensiblement différente dans la mesure où, bien que le groupe Hachette ait renforcé ses positions et que l'ex groupe Vivendi reste un acteur de premier rang, le rapprochement La Martinière – Le Seuil constitue un nouveau pôle important, de même que le groupe Reed Elsevier après le rachat de Masson. En outre, le groupe Médias participations est en passe de s'imposer aussi parmi les acteurs principaux. Si l'on rappelle le rôle des groupes intermédiaires traditionnels (Gallimard, Albin Michel, Flammarion), il n'est plus possible aujourd'hui de rendre compte de la structure de la filière par un schéma comprenant deux leaders de taille comparable et quatre groupes de second niveau ; nous sommes plutôt face à une situation que domine un leader (Hachette), suivi par un groupe en cours de restructuration (Editis), puis par 6 ensembles de 3° niveau.

Par ailleurs, la nature de la frange n'est plus identique à celle des années 1980. Si l'on pouvait alors voir dans des structures comme Minuit, La Découverte, Actes Sud, et dans les personnalités qui les dirigeaient, l'expression d'une volonté de résistance, il ne se trouve plus aujourd'hui d'éditeurs pour tenir ce rôle tout en cherchant à s'inscrire pleinement au sein même de la filière. On ne peut en effet voir dans l'alliance contre la reprise de Vivendi par Hachette qu'une solidarité éphémère autour d'intérêts communs à certains éditeurs, et, en aucune manière, une vision à long terme de l'ensemble de la filière, telle que celle qui, dans les années 1970 – 1980, a conduit à la loi Lang. De même, la part importante de la dimension politique dans la conception de la fonction éditoriale, telle qu'elle a été soulignée par Bouvaist et Boin, tendait à faire des éléments les plus petits de la marge, des interlocuteurs visibles politiquement à défaut de l'être sur le plan économique. Tout laisse à penser que pour la nouvelle génération d'éditeurs, le discours critique ne détermine pas la fonction politique de l'éditeur, mais porte seulement sur les mutations structurelles et économiques. Il s'ensuit donc un certain désengagement par rapport aux problématiques de la filière, sans que celui-ci

³ Ce n'est pas le cas dans les secteurs qui requièrent les investissements les plus importants, tels que le scolaire, les dictionnaires, les encyclopédies.

soit incompatible avec l'utilisation des structures professionnelles quand elles peuvent servir les intérêts de ces nouveaux éditeurs. Il n'est pas question pour ces derniers de chercher à infléchir les orientations stratégiques des instances professionnelles, et le silence de ces éditeurs dans la période de négociation sur le droit de prêt est significatif de ce comportement⁴. Le recul de la vision politique de leur rôle réduit donc la place qu'ils occupent à l'échelle de leur valeur économique. Or, malgré la réussite, sur ce plan, de certains d'entre eux, il reste que, en raison des évolutions de la filière rappelées ci-dessus, cette frange continue d'être économiquement très modeste, tout en constituant un appoint à l'activité des acteurs dominants, notamment par la prise en diffusion – distribution et par l'achat de droits pour l'édition de poche.

Il semble en fait qu'une nouvelle ligne de partage se soit mise en place au sein de cette frange de part et d'autre de la notion de professionnalisation. Les nouveaux éditeurs professionnalisés (c'est - à - dire disposant des moyens de mettre en œuvre les principales fonctions de la filière : politique éditoriale, fabrication, commercialisation, service de presse, outils de gestion) constituent une marge économiquement faible, mais agissant dans le cadre des structures de la filière, tandis que ceux qui ne parviennent pas à accéder à ce degré de professionnalisation restent dans une marginalité qui retire toute visibilité à leur production.

La place de l'économique et de la professionnalisation dans la représentation d'une partie de cette nouvelle génération est proportionnellement accrue par la faible dimension politique de son rôle, tandis que l'autre partie, sans pour autant tenir de discours de résistance, est enfermée dans la marginalité, à la périphérie de la frange, faute d'existence économique et professionnelle suffisante.

Dans une certaine mesure, il apparaît donc que les mutations en cours se manifestent aussi, au-delà des politiques éditoriales et des réorganisations de l'aval, par un appauvrissement de la représentation globale et de long terme de la filière. Les nouveaux éditeurs ne manifestent pas encore de volonté de se saisir d'enjeux professionnels importants, voire structurants, tels que le droit de prêt, la numérisation, la médiation) et semblent déléguer, voire délaissé ces questions aux acteurs dominants de la filière sans jamais penser la fonction politique de l'éditeur post-moderne. Tout laisse à penser que les priorités sont données à la professionnalisation des pratiques, souvent posée comme condition *sine qua non* d'une reconnaissance minimale et d'une possible pérennisation des structures nouvelles.

Le schéma de « l'oligopole et de la fourmilière » rend imparfaitement compte d'une situation qui ne se réduit plus à un très petit nombre de très grands acteurs dominant un très grand nombre de petites structures. Si des écarts de taille existent bel et bien, il n'en est pas moins vrai que des logiques et des aspirations communes sont en partie partagées par des majors et certains « indépendants », tandis que d'autres structures, recherchant une voie alternative, font le choix de rester totalement en dehors des instances ou circuits professionnels, posant ainsi la question de l'articulation de la partie dominante de la filière avec sa propre « frange ».

⁴ Seuls quelques éditeurs de jeunesse se sont prononcés contre le principe du prêt payant par les usagers.

Ce double constat conduit alors à une réflexion sur la capacité de résistance et de renouvellement attribuée « à la fourmilière ».

Un suivi démographique des naissances et des disparitions fait apparaître que le nombre annuel de créations de structures éditoriales est orienté à la baisse depuis 1989.

Ce premier constat s'inscrit en rupture avec un discours courant selon lequel les créations seraient actuellement très nombreuses⁵.

L'hypothèse selon laquelle le nombre de créations effectives serait en réalité sensiblement supérieur au nombre d'enregistrements dans les bases professionnelles nous semble possible à examiner. Elle conduit elle-même à penser que, si le mouvement de création est bien nettement supérieur à la perception qu'en donnent les statistiques, il faut en rechercher l'explication dans le choix de nombreuses structures de rester totalement en dehors des instances ou circuits professionnels. Il s'agit donc là moins d'une diminution des créations que d'un choix d'un certain nombre de structures nouvelles de se tenir à distance de la filière.

Cette hypothèse rejoint des problèmes persistants quant à l'articulation de la partie dominante de la filière avec sa propre « frange ». L'existence d'un flux substantiel de créations non visibles donne consistance à l'éclatement de la frange. Il s'impose alors de comprendre les mécanismes qui, de part et d'autre, auraient présidé à cette évolution ou à ces comportements depuis le milieu des années 1990, conduisant à une situation dans laquelle les maisons du troisième cercle ne cherchent plus à partager une part de leurs modes de fonctionnement avec les autres structures, mais tendent au contraire à s'autonomiser. Nous ne ferons ici que mentionner trois perspectives d'explication :

L'une de ces perspectives conduit à examiner l'apport des nouvelles technologies dans les pratiques de ces structures et la recherche d'un éventuel fonctionnement « communautariste » coupé des circuits classiques de commercialisation et de médiation. Tout se passe alors comme si ces nouveaux acteurs renonçaient à agir à l'intérieur du système éditorial en place et choisissaient au contraire de rechercher les moyens d'exister à l'extérieur de ce système.

La seconde perspective établit un rapprochement avec un mouvement idéologique large qui remet en cause certains des modes de fonctionnement fondamentaux de la filière tels que le principe du copyright, le rôle des acteurs intermédiaires entre auteur et lecteur, la notion de filière elle-même et donc ses structures fédératives ou interprofessionnelles.

Enfin, la dernière perspective permet d'apprécier dans quelle mesure le contexte socio-économique de la période, et plus particulièrement, le mouvement de concentration active, ont pu contribuer à déterminer le développement d'une pratique éditoriale se maintenant volontairement à l'écart des circuits traditionnels.

⁵ Une part de cette contradiction peut s'expliquer par des raisons « techniques », le retard avec lequel les maisons petites et éloignées se signalent ou sont repérées par les concepteurs des banques de données professionnelles. Mais si ce problème peut se comprendre pour les données des deux ou trois dernières années de la période considérée, il ne peut en aller de même pour celles de la période 1996 – 2000, qui expriment une diminution régulière du nombre de créations annuelles. Nous considérons que l'explication ne ferait que déplacer les données dans le temps et ne peut suffire à expliquer cette contradiction.

Une seconde série de résultats du suivi démographique fait apparaître que le solde créations – disparitions devient négatif à partir de 1997.

Dans ce contexte, la question de savoir s’il reste possible de parler de renouvellement de la filière se pose d’autant plus que l’étude des durées de vie de ces structures confirme l’observation de la forte mortalité des jeunes maisons d’édition qu’avaient pu faire Jean – Guy Boin et Jean - Marie Bouvaist [Bou 1989]. Nous constatons en effet que 22% des structures créées ne vivent pas plus de trois ans, 35% pas plus de 5 ans, et que 61% ne dépassent pas 10 ans d’activité. La capacité de renouvellement sur le moyen terme repose donc sur les structures qui échappent à cette mortalité des dix premières années.

En outre, l’appréciation de la capacité de renouvellement de la filière apportée par les nouveaux éditeurs doit d’autant plus tenir compte de cette durée de vie que, pour 80% d’entre - eux, la production annuelle moyenne ne dépasse pas 30 titres ; et il importe encore de prendre en compte le niveau de diffusion de ces titres dont la mise en place en librairie se situe entre 700 et 2 000 exemplaires. Nous sommes donc face à des niveaux de vente très modestes, et qui le seraient encore davantage si nous affectons à ces chiffres le taux de retour de 25 % à 35 % couramment enregistré.⁶

Au demeurant, malgré les données précédentes, le renouvellement apporté à la filière par ces nouveaux éditeurs est visible au travers d’une centaine de structures créées depuis 1988 qui ont acquis une notoriété dans le fonctionnement de la filière.

Il reste qu’une part de ces structures nouvelles n’échappe pas au mouvement de concentration de la filière. Au – delà de la reprise par Hachette d’une part des actifs éditoriaux de Vivendi, et de la reprise du Seuil par le groupe La Martinière, il faut souligner l’extension du phénomène de concentration à des groupes mineurs. Nous voyons en effet des groupes comme Libella, Glénat, Privat, Le Rocher, Actes Sud, mettre en œuvre des politiques actives de croissance externe. En ceci, ces groupes développent des stratégies identiques, à une échelle beaucoup plus modeste, à celles de Hachette, d’Editis et des 6 groupes de 3° niveau. Tout indique que le raisonnement suivi par ces nouveaux groupes est voisin de celui qu’ont tenu (et tiennent encore) des ensembles comme Gallimard, Flammarion, Albin Michel ou Le Seuil, en considérant que, face au développement des plus grands, ils étaient contraints de choisir entre le développement externe et la marginalisation.

Parallèlement, la position des fondateurs des structures reprises par ces groupes ne se réduit plus désormais à la défense inconditionnelle de l’indépendance. Si le mouvement de concentration tel qu’il s’est développé autour d’Hachette à l’origine reposait le plus souvent sur la situation d’extrême difficulté financière des éditeurs repris, situation qui s’est prolongée

⁶ Nos données vont dans le même sens qu’une étude réalisée sur l’évolution de la production par éditeur qui, après avoir observé que la part des groupes (en nombre de nouveautés) est quasiment deux fois inférieure à leur poids sur le marché (en chiffre d’affaires), conclut que « le nombre d’exemplaires vendus par titre est nettement supérieur dans ces groupes que chez les petits et moyens éditeurs. » (Livres Hebdo n° 590, 25 février 2005, p. 88).

jusqu'à une époque récente⁷, certaines des absorptions actuelles sont intervenues sans que les éditeurs concernés soient pour autant en péril.⁸

De longue date, ce mécanisme est apparu comme difficilement contournable au fur et à mesure que croissent les entreprises, notamment en raison de l'augmentation des coûts de structure non productifs. Les comportements des nouveaux éditeurs laissent désormais penser que l'intégration à un groupe ne relève plus d'une logique subie en raison de difficultés financières ou d'une crise de croissance, mais d'une stratégie faisant partie à part entière de la démarche des fondateurs. Si pour un éditeur, le fait d'être repris a longtemps été synonyme d'échec, l'évolution des pratiques conduit à penser que l'échec résiderait désormais dans le fait de ne pas parvenir à intégrer un groupe.

La prévalence de ce raisonnement d'entreprise laisse supposer que les politiques éditoriales des nouveaux éditeurs ne peuvent en faire abstraction sans conduire à la marginalisation. Elle exprime la pénétration des stratégies industrielles dans une part des entreprises de la frange et éclaire ainsi la nature du renouvellement de la filière : si l'émergence de nouvelles structures est effective, leur fonction de renouvellement ne se positionne qu'en amont de la filière et doit s'appuyer sur les outils de commercialisation des structures dominantes pour accéder au marché. En l'absence d'un tel positionnement, la production de ces nouveaux éditeurs est promise à la confidentialité.

Conclusion

Face aux mutations de la filière, la question qui se pose est de savoir si les nouveaux éditeurs sont en mesure de proposer et d'imposer des modèles qui échappent aux normes dominantes. Cette question, souvent posée sur le plan de la production, laisse de côté la dimension commerciale. Sur ce versant de la problématique du renouvellement, tout laisse penser que le renouvellement des contenus éditoriaux et des structures qui les produisent est pris dans une alternative de plus en plus radicalisée entre la marginalité et la conformité aux structures en place. Le modèle d'organisation de la filière construit autour de quelques éditeurs qui, par leur activité de diffuseur – distributeur, déterminent les possibilités d'accès au marché de leur concurrence, produit un effet de blocage. Les mutations récentes renforcent cette situation en relançant les stratégies industrielles des groupes et en renforçant la saturation de l'offre, et rien ne permet de penser qu'une inflexion de ce mouvement puisse intervenir en dehors d'une crise brutale qui dépasserait l'espace de la filière. Tout au contraire observe-t-on depuis le début des années 1980, avec les faillites successives de Distique et de Vilo notamment, la fragilisation croissante des structures intermédiaires de commercialisation tant dans leur viabilité économique que dans leur capacité à tenir leur rôle sur le marché. La réduction de l'espace intermédiaire entre le fonctionnement pleinement industrialisé et les initiatives

⁷ La reprise d'Hazan par Hachette en 1997 semble avoir été la dernière de cette nature.

⁸ C'est ainsi que Le Cherche Midi a été repris par Editis, après 27 années d'existence, à un moment où la structure ne connaissait pas de difficultés financières et où son chiffre d'affaires avait doublé en cinq ans. Il en va de même pour les Editions Joëlle Losfeld par rapport à Gallimard et pour les Editions Thierry Magnier par rapport à Actes Sud, qui, chacune dans son domaine éditorial, ont réussi à s'implanter en quelques années et obtenu des succès commerciaux importants.

inscrites dans la marginalité est, à nos yeux, une caractéristique forte de la période qui s'est ouverte au début des années 1970 – 1980 avec la reprise de Hachette par le groupe Lagardère (1981), puis la constitution du groupe de la Cité (1988).

Références bibliographiques

BOUVAIST J.-M. (1989): Du printemps des éditeurs à l'âge de raison : les nouveaux éditeurs en France, 1974 – 1988. Paris, La Documentation française.

BOUVAIST J.-M. (1993): « Crise et mutations dans l'édition française », in Les Cahiers de l'économie du livre, Hors série n° 3. Paris, Observatoire de l'économie du livre, Ministère de la culture et de la francophonie / Editions du Cercle de la librairie.

HENNION A et VIGNOLLE J.-P. (1978): Les industries culturelles. L'Economie du disque en France. Paris, Laboratoire de Sociologie de l'Ecole des Mines de Paris / La Documentation française.

MOATI P. (1992): « La filière du roman : de la passion à la rationalité marchande? » in Cahiers de l'économie du livre, n° 7, Paris, Observatoire de l'économie du livre, Ministère de la culture et de la francophonie / Editions du Cercle de la librairie.